



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne



APPEL À PAPIERS - **NOUVELLE DATE LIMITE**

QUATRIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE EN LIGNE SUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE

**«INTÉGRATION ÉCONOMIQUE À L'ÈRE POST-COVID-19, QUELS
NOUVEAUX DÉFIS POUR LES PAYS D'AFRIQUE, LA MEDITERRANÉE ET
L'UNION EUROPÉENNE. GOUVERNANCE, INSTITUTIONS ET POLITIQUES
POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, NUMÉRIQUE ET LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE»**

28 et 29, octobre 2021

Le RÉSEAU AFRIQUE-MÉDITERRANÉE-EUROPE (AMENET) JEAN MONNET est heureux de vous inviter à participer à la quatrième Conférence internationale sur l'INTÉGRATION RÉGIONALE.

**LES MEILLEURES CONTRIBUTIONS PEUVENT ÊTRE PUBLIÉES EN FRANÇAIS SOUS
FORME D'ARTICLES SCIENTIFIQUES DANS UN NUMÉRO SPÉCIAL DE LA REVUE
REPÈRES ÉCONOMIQUES ET PERSPECTIVES**

Argumentaire

Contexte

L'intégration africaine, en vertu de la proposition de l'Union africaine de constituer la Communauté Economique Africaine (CEA) avec la Zone de libre-échange comme première étape, est confrontée à une série de défis : de petites économies relativement fermées ; 'insuffisance des infrastructures ; absence de règles communes et

incertitudes dans les règles tarifaires ; faible niveau du commerce intrarégional ; niveaux élevés de commerce informel transfrontalier ; disparités dans les niveaux de revenu entre les pays ; manque de fonds de compensation pour les économies moins compétitives ; mobilité réduite de la main-d'œuvre et des personnes ; négociation difficile de nouveaux accords de partenariat avec l'UE et lenteurs dans l'intégration monétaire, financière, institutionnelle et politique.

Dans ce contexte, la dynamique d'intégration des pays d'Afrique, de la Méditerranée et de l'Europe est désormais légitimement interpelée afin de reconsidérer, d'une part de probables nouvelles orientations ou visions et, d'autre part, de relever les nouveaux défis aux niveaux international, national et local.

Ces défis sont plus que jamais exacerbés par la crise sanitaire COVID-19. En effet, cette dernière qui secoue, encore aujourd'hui, le monde entier a bousculé les modèles et systèmes en place dans tous les domaines, aussi bien sociaux, économiques que politiques et environnementaux. Elle a généré de nouveaux comportements des acteurs : Etats, Régions, populations, entreprises et même, la flore et la faune, de la planète entière.

Cependant, la découverte de vaccins anti-Covid laisse apparaître des lueurs d'espoir pour la sortie de la crise sanitaire tout révélant une sorte de "guerre des vaccins" mais aussi un "instrument" de diplomatie.

Cette situation impose, d'une part, de nouvelles perspectives aux nations, aux régions constituées et aux organisations internationales et, d'autre part, dicte surtout une nécessaire remise à plat des approches habituelles de production, de consommation, de vie sociale, de conduite des affaires publiques et privées, etc.

En ce qui concerne le continent africain, la production par habitant s'écarte de plus en plus de celle du reste du monde. En effet, l'énorme potentiel démographique de l'Afrique n'est pas suffisamment exploité et il y a un besoin de plus d'investissements dans l'éducation, dans l'accès à l'eau potable et dans les infrastructures de santé. La capacité productive réduite du secteur agricole explique aussi en partie ce retard sans oublier qu'il souffre également très sérieusement des impacts du changement climatique.

D'autre part, en plus de la faible productivité du secteur agricole, le continent dispose d'un secteur manufacturier qui peine à décoller. Au contraire, on pourrait même dire que l'Afrique se désindustrialise. À cela il convient d'ajouter que les services, essentiellement de subsistance et informels, ne servent qu'à échapper au piège de la pauvreté, mais ne sont pas en mesure de contribuer efficacement au développement.

Orientations

Dans ce contexte, cette Conférence suggère que l'Afrique devrait tirer parti des opportunités offertes par la transition énergétique vers les énergies renouvelables et la transition numérique en direction des nouvelles technologies pour surmonter son recul économique et social, en s'appuyant sur de nouvelles structures de gouvernance.

La dynamique mondiale d'aujourd'hui est déterminée par la lutte contre le changement climatique. L'électrification est la réponse à ce changement. Cela signifie que la maîtrise des matières premières (lithium, platine, cuivre, cobalt ou terres rares) et des chaînes de production d'énergie renouvelable sont devenues l'objet d'une sécurité nationale et d'un positionnement géopolitique pour assurer l'approvisionnement énergétique.

La lutte contre le changement climatique s'inscrit aussi dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement. La fréquence des vagues de chaleur, des inondations, des sécheresses est de plus en plus une réalité pour les populations pauvres qui peuvent trouver leur salut dans le développement durable.

La reprise économique post COVID-19, qui semble s'enclencher ou du moins attendue, s'accompagnera de plans d'investissement environnemental et de transition énergétique de plusieurs millions de dollars dans le monde entier. L'Europe, l'Amérique et l'Asie - à commencer par la Chine - sont dans cette dynamique. Il convient de noter que les coûts de production d'électricité à partir d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, marine) ont chuté de façon spectaculaire, en raison des progrès techniques, des économies d'échelle et des chaînes d'approvisionnement efficaces.

Les énergies renouvelables sont une nouvelle source de richesse et d'influence des États. Elles constituent une arme géopolitique de premier ordre pour l'exportation d'électricité et de carburants durables, le contrôle des matières premières et la réalisation d'avantages technologiques dans le cadre du développement de véhicules électriques.

Il est bien connu que la dynamique d'un pays comme la Chine réside dans ses performances dans les chaînes de valeur, dans la transformation des minéraux utilisés dans les éoliennes et autres mécanismes électroniques. La Chine investit en Afrique pour extraire ces matières premières. Mais elle investit aussi parce qu'elle sait que l'avenir de la mobilité en Afrique, dont la croissance sera exponentielle dans les années à venir, nécessitera le transport électrique.

La transition énergétique comprend le développement de l'énergie solaire, éolienne, géothermique, biomasse et autres stockages d'énergie. Ces énergies permettent une réduction des coûts, une réduction des pertes de transport d'électricité et un meilleur accès à l'électricité, particulièrement dans le monde rural. Cela, est connu comme un facteur clé dans le développement de l'Afrique. La transition numérique est basée en

Afrique sur le saut spectaculaire vers la téléphonie mobile sans passer par le fixe, la mise en place de réseaux haut débit et internet bref, en général, l'expansion des technologies de l'information et de la communication.

Ces technologies facilitent l'accès aux services financiers (« argent-mobile »), à l'électricité, aux soins de santé et à l'éducation; sans oublier la possibilité qu'ils offrent de transformer le travail informel en travail formel, cinq fois plus productif dans le respect dû à la protection des données.

L'Afrique a besoin de l'aide internationale, des transferts de fonds des migrants et de l'investissement étranger direct (IDE) pour compléter une épargne domestique faiblement mobilisée. À cet égard, il est intéressant d'analyser le rôle des principaux donateurs : les États-Unis, l'Union européenne et la Chine, entre autres pays et agents ainsi que le rôle et l'impact des différentes formes d'aide.

Le recours aux IDE est crucial pour stimuler la croissance industrielle et la diversification, car ils peuvent favoriser le transfert de technologie, la création endogène de tissus de production. L'analyse des transferts de fonds ainsi que les processus migratoires intra-africains et extra-africains sont d'autres aspects importants qui doivent attirer l'attention de cette Conférence.

Par ailleurs, sous l'angle de la gouvernance, le congrès devrait également aborder la réglementation des marchés - par exemple, les vaccins anti-Covid-19 en tant que bien public -. Ainsi, la coopération internationale en matière de santé devrait être soutenue pour permettre l'accès rapide aux vaccins. Dans cette perspective, l'unité politique des pays africains pour défendre leur autonomie face à la géopolitique des grandes puissances et leurs domaines d'influence serait salutaire.

Enfin, ce congrès pourrait aborder l'état de la démocratie en Afrique face au processus de développement économique, la pertinence de la paix/la sécurité/la stabilité pour la transformation des économies, l'importance de la prévention des conflits, le rôle du néo-patrimonialisme et le poids de la société civile dans les processus de changement social et politique.

Objectif et axes de réflexion

Cette conférence vise à des échanges autour des opportunités de relancer les économies de l'AME d'une manière durable sur le plan environnemental, la transition énergétique et numérique tout en tenant compte du contexte décrit plus haut. Parallèlement, il est demandé aux communicants, universitaires, experts et doctorants, de discuter et d'évaluer, notamment, l'impact de la pandémie sur la croissance et le développement économique ainsi que sur les options pour assurer la croissance inclusive, le développement durable et l'intégration régionale après la COVID-19 sur le continent africain.

Les communications attendues peuvent se pencher sur les thèmes indicatifs suivants, sans s'y limiter :

1. Gouvernance, institutions et politiques pour le développement durable à l'ère de post-Covid-19 ;
2. Utilisation efficiente des ressources naturelles à l'ère de COVID-19 ;
3. Adaptation aux changements climatiques et résilience des villes et des campagnes ;
4. Consommation d'énergie, environnement et développement durable; avant et après COVID-19 ;
5. Commerce international et investissements après COVID-19 dans le cadre du processus d'intégration économique africaine. Quels effets sur les processus en cours de globalisation et de régionalisation économiques?;
6. Réformes dans l'éducation, notamment celles ayant des effets sur les enfants dans le contexte de COVID-19 : défis et perspectives ;
7. Quels sont les nouveaux défis de la politique de santé publique à différentes échelles (mondiale, régionale, nationale et locale)?;
8. Déploiement des TIC dans divers domaines tels que l'enseignement, le travail, la santé, etc. pour une croissance structurelle après COVID-19 ;

9. Vulnérabilités : questions socioculturelles, sanitaires, de pauvreté et d'inégalité ;
10. La résilience des petites, moyennes et grandes entreprises et la dynamique de l'emploi à l'ère COVID-19 et au-delà ;
11. Tourisme, transport et Industrie hôtelière à l'ère de COVID-19 ;
12. Intégration régionale, subventions et programmes de soutien aux pays en difficultés compétitives et de développement ;
13. Quels sont les secteurs qui ont profité ou connu des pertes avec la crise sanitaire covid-19 ; sous quelles formes et selon quelles modalités? Quelles nouvelles approches en matière de politique industrielles en termes d'intégration économique des chaînes de valeurs et de géopolitiques dans différents secteurs ? ;
14. Politiques monétaires et budgétaires face au Post-Covid-19 ;
15. Migration interne et externe. Quels changements dans les flux migratoires à l'ère Post-Covid-19?

Publications

La conférence n'acceptera que les résumés en **Français et en Anglais**.

Les résumés doivent avoir une **limite de 1000 mots** et doivent inclure 5 mots clés. Ils doivent nécessairement inclure une **introduction, une méthodologie, des résultats, des discussions et des conclusions principales**.

Les communications orales seront sous forme d'une présentation appuyée par des diapos ppt et d'une durée maximale de 15 minutes. Il est fortement recommandé d'envoyer la présentation en ppt à l'organisation avant le début du Congrès.

Les résumés seront sélectionnés et compilés dans un livre de résumés. Il y a la possibilité d'envoyer le résumé et de ne pas le présenter, dans ce cas ils seront inclus dans une section spéciale, appelée « Documents libres ».

Dans un premier temps, il n'est pas nécessaire d'envoyer le manuscrit. Le Comité scientifique, en se basant sur la qualité des résumés reçus et des présentations, peut demander le manuscrit complet aux auteurs concernés pour publication dans un numéro spécial d'une revue indexée dans Scopus.

Les meilleures contributions peuvent être publiées en français sous forme d'articles scientifiques dans un numéro spécial de la revue Repères Économiques et Perspectives.

La participation à cette conférence est GRATUITE, car elle est cofinancée par le programme Jean Monnet de l'Union européenne.

DATES IMPORTANTES

Appel aux résumés: 22 juin 2021.

NOUVELLE DATE LIMITE pour les résumés: 6 septembre 2021. 13 septembre 2021.

Les résumés peuvent être soumis, en format word, sur le site Web de la Conférence, dans la rubrique "documentation".

Acceptation des résumés: 16 septembre 2021. 21 septembre 2021.

Enregistrement: 25 juin - 27 octobre 2021, sur le site Web de la Conférence.

Dates de la Conférence: 28-29 octobre 2021

SITE WEB DE LA CONFÉRENCE :

<https://eventos.uam.es/67617/detail/quatrieme-conference-internationale-damenet-sur-lintegration-regionale-en-ligne.html>

Le comité d'organisation du RÉSEAU AMENET JEAN MONNET

Secrétaire technique de l'AMENET: Esther Alarcón

Numéro de téléphone: +34 914975241

Courrier: info@amenet.eu

Site web de l'AMENET : www.amenet.eu

Twitter: @AMENET_UAM

Toute communication ou publication liée à cette action, effectuée par les bénéficiaires sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit, ne reflète que l'opinion de l'auteur et la Commission européenne et l'Agence exécutive de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture (EACEA), ne sont pas responsables de toute utilisation pouvant être faite des informations.